



RDV le mercredi 4 octobre à 12 h 00 – HDF Bellecour 3 Rue de la Charité

Le projet de restructuration du contrôle fiscal envisagé par le DRFIP 69 n'est pas une réponse à l'amélioration de la lutte contre la fraude fiscale !

Ensemble, exigeons l'abandon du projet (PCRP – PCE – SIE et Brigades) et le maintien des structures sur toutes les implantations actuelles (Bron, HDF, Villefranche et Part-Dieu) !

Mobilisons-nous pour être entendus !

Mardi 19 SEPTEMBRE 2023

Venez aux Heures Mensuelles d'Information :

HMI à la CAE Part Dieu (amphi) : 9 h 30 à 11 h 30

HMI à l'HDF (au RAF) : 14 h 30 à 15 h 30



Solidaires
Finances
Publiques



En date du 5 juin 2023, le DRFIP du Rhône annonçait, sans débat préalable dans l'instance dédiée (le CSAL) :

- La fusion des 5 actuels Pôles de Contrôles Expertise (PCE) avec les deux PCRPs (Pôles de Contrôles Revenu/Patrimoine) pour créer 4 services de programmation et de contrôle et une Brigade Patrimoniale ;
- La transformation de toutes les brigades de vérification en Brigades d'Affaires Complexes ;
- L'installation de tous ces services à la Part Dieu, impliquant la disparition des brigades de vérification et PCE sur Bron et Villefranche, avec en conséquence une perte de l'expertise de proximité de terrain et du tissu fiscal ;
- Le transfert d'une partie des expertises des PCE vers les Services des Impôts des Entreprises (SIE) alors que les SIE récemment restructurés sont déjà complètement saturés !

Le DRFIP comme le DGFIP justifient ce projet des structures du contrôle fiscal dans le Rhône par des résultats légèrement en retrait au regard d'autres directions de même catégorie, même s'ils reconnaissent dans le même temps que ces résultats sont « globalement positifs » ! Mais aucun chiffre ni résultat ne sont venus étayer cette affirmation !

Le DRFIP du Rhône mettait en cause également des relations inter-services à améliorer dans la recherche d'une meilleure performance. Sur la base de quel diagnostic ? Nous n'avons pas eu communication des éléments relatifs à ces propos !

Nous demandons :

- **l'arrêt de ce projet et de ces restructurations**
- **le maintien des structures sur toutes les implantations actuelles (Bron, HDE, Villefranche et Part Dieu).**

En effet, les groupes de travail mis en place par le DRFIP ne visent pas à chercher d'autres alternatives à une énième réforme de structures, mais simplement à soutirer les éléments métiers nécessaires à sa mise en œuvre.

La lutte contre la fraude fiscale, généralement évaluée à 80 milliards d'Euros par an mérite mieux que cela ! Au lieu de réclamer des moyens humains supplémentaires en personnel pour mieux lutter contre la fraude, le directeur préfère mener sa réforme sur la base de ses seules convictions personnelles !

La communication de la DGFIP va dans le même sens lorsqu'elle affirme qu'elle dispose de moyens supplémentaires en 2024 pour lutter contre la fraude ! En réalité, le gouvernement ne supprimera « que » 200 emplois à la DGFIP en 2024 au lieu de 450 ! Aucun gain de productivité notamment informatique ne peut justifier autant de pertes d'emplois, surtout avec la suppression conséquente de plus d'un tiers de ses effectifs en moins d'une quinzaine d'années ! La DGFIP qui ne jure que par l'intelligence artificielle y compris pour la lutte contre la fraude fiscale devrait se remettre en question pour éviter les errements qu'ont subis les usagers avec « Gérer Mes biens Immobiliers » !